

Conférence de presse du Président de la République à l'issue du Conseil européen.

Emmanuel MACRON

Ce Conseil européen que nous venons d'achever a permis d'adopter des décisions sur la compétitivité européenne, de nous coordonner aussi sur le Moyen-Orient et de continuer la mobilisation sur l'Ukraine. Je vais revenir sur chacun de ces points.

Évidemment, c'est la situation en Iran et dans la région qui a occupé nombre de nos discussions. J'ai ici redit la position de la France dans ce conflit. Celle-ci est strictement défensive. Elle vise à protéger nos ressortissants et nos intérêts, à soutenir nos alliés régionaux et à préserver la liberté de navigation et la sécurité maritime, à tout faire pour aider à la désescalade. C'est pourquoi, dès hier soir, par les échanges que j'ai pu avoir avec l'émir du Qatar, d'abord, puis le président Trump, et dans les conclusions que nous avons adoptées aujourd'hui, nous avons appelé à la mise en œuvre sans délai d'un moratoire sur les frappes ciblant les infrastructures civiles, en particulier énergétiques et hydrauliques. En effet, les populations civiles, leurs besoins essentiels, ainsi que la sécurité des approvisionnements énergétiques, doivent être préservées de toute escalade. Et alors que la région entre dans une période de célébrations religieuses, l'Aïd comme Norouz, je forme le vœu que les armes se taisent pour donner une chance à une solution négociée et soutenable, et qu'une trêve puisse être acceptée par les parties prenantes dans les heures à venir.

Sur la question du Détroit d'Ormuz, nous avons pu là aussi échanger. J'ai redit qu'une fois que la situation serait plus calme, la France était prête, avec d'autres nations, à prendre la responsabilité d'un système d'escorte de navires dans le Détroit, dans le cadre d'une mission qui n'a pas vocation à être une action de vive force et qui devra faire l'objet d'échanges et d'une déconfliction avec l'Iran. Ceci implique d'associer tous les acteurs du secteur maritime, transporteurs comme assureurs. En revanche, nous ne participerons à aucune ouverture de force du Détroit dans le contexte des opérations de guerre et des bombardements en cours.

Au Liban, face à l'escalade, nous avons appelé à la cessation immédiate des hostilités, redit notre soutien au peuple libanais et à la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban. Nous avons enfin évoqué la situation dramatique à Gaza, en présence du secrétaire général des Nations unies, et rappelez combien il est essentiel, là aussi, de reprendre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire afin de venir en aide aux populations, nous avons à plusieurs d'entre nous condamné les démarches en cours du gouvernement israélien en Cisjordanie.

Cette situation au Proche et Moyen-Orient, évidemment, est au cœur aujourd'hui de nos discussions, des initiatives que la France prend, qu'il s'agisse du Liban comme d'Ormuz, mais elle ne nous détourne pas du soutien que nous accordons à l'Ukraine. Nous continuons de travailler à des garanties de sécurité robustes avec la coalition des volontaires et de fournir un soutien financier et militaire qui correspond aux besoins de l'Ukraine. L'accord unanime du Conseil européen de décembre dernier sur le prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine doit être respecté et mis en œuvre sans délai, conformément aux principes de coopération loyale. C'est ce que, ce matin, le président Costa a rappelé, et il a été sur ce point unanimement soutenu.

Je remercie le président Zelensky d'avoir, à ce titre et dans ce contexte, accepté d'accueillir en Ukraine une mission de l'Union européenne pour de l'assistance technique et le financement de réparation de l'oléoduc de Droujba, visé par des frappes russes. Si les préoccupations de sécurité énergétique dans l'Union européenne doivent être prises en compte, elles ne remettent pas en cause notre soutien et ne doivent pas être instrumentalisés. Nous allons donc continuer à travailler avec l'Ukraine pour les prochaines étapes. Dans le même contexte, nous allons aussi continuer le soutien militaire et capacitaire à l'Ukraine, ce qui doit nous conduire à produire davantage en européen.

Sur la compétitivité, comme je l'évoquais, nous avons acté des actions concrètes suite à la retraite stratégique que nous avons effectuée il y a quelques semaines, avec un agenda d'ici à fin 2026 volontariste, qui repose autour des quatre piliers que nous défendons. Simplifier la réglementation et approfondir le marché intérieur, diversifier les partenariats internationaux pour, là aussi, protéger davantage nos chaînes de valeurs et réduire nos dépendances stratégiques. Troisième axe, protéger la production en Europe, dans les secteurs stratégiques, avec une référence claire à la préférence européenne et au *Made in Europe*, tout en mobilisant nos instruments pour assurer à nos entreprises et nos agriculteurs des conditions de concurrence qui soient pleinement loyales. Avec l'acte d'accélération industrielle, nous allons établir pour la première fois des obligations de contenu européen sur des secteurs clés comme l'acier, l'aluminium, l'automobile, le ciment ou les technologies vertes. Nous voulons aussi son adoption rapide pour soutenir la production en Europe et avoir également une préférence européenne sur des innovations et des segments technologiques de souveraineté comme le spatial, le cloud, l'IA ou le quantique.

Et puis, le quatrième axe de cette stratégie de compétitivité, c'est l'investissement pour soutenir l'innovation en Europe, en mobilisant investissements publics et privés. Ce sera au cœur de nos discussions sur le budget, les engagements que la BEI doit prendre, mais c'est aussi ce que nous voulons accélérer par l'union de l'épargne et de l'investissement, avec d'abord à court terme le programme de titrisation, puis une meilleure intégration de cette union.

Le Conseil européen a aussi échangé sur les mesures à prendre sur les prix de l'énergie dans le contexte actuel. S'agissant de l'approvisionnement, nous pouvons compter sur nos stocks de précautions et nos réserves stratégiques. Le G7, la semaine dernière, a coordonné une réponse commune qui a permis d'annoncer la libération dans les semaines à venir de 400 millions de barils.

S'agissant du prix de l'énergie, les réponses doivent se concentrer sur des mesures d'urgence pour atténuer l'impact économique, mais sans se tromper sur l'objectif qui reste la réduction des dépendances aux énergies fossiles. C'est là où, stratégiquement et à long terme, la démarche qui est la nôtre reste valide, celle qui consiste à nous décarboner, car la stratégie de décarbonation est celle qui permet d'accroître notre indépendance, d'améliorer notre compétitivité et, très clairement, de répondre à nos objectifs climatiques. Il faut simplement se mettre en capacité de le faire. Rappelez-vous, c'est ce que la France a défendu il y a quelques mois sur la mise en capacité d'atteindre les objectifs 2040 puis 2050. A ce titre, il y a donc eu un consensus, il y a eu une longue discussion, pour défendre le mécanisme dit ETS, et en particulier ETS1, mais nous avons acté de pouvoir trouver des ajustements ciblés de court terme en donnant mandat à la Commission de manière ciblée et technique pour répondre aux besoins de certaines industries énérgo-intensives ou pour renforcer la stabilité et la prévisibilité du marché carbone et préserver la compétitivité de ces entreprises et de ces secteurs. D'autres mesures d'aide pourront être apportées aussi, mais elles doivent rester temporaires et ciblées dans le contexte que nous connaissons, mais sans renoncer à la stratégie que nous avons adoptée.

Nous avons ce soir également eu un échange en format zone euro, enfin un sommet de la zone euro, avec la présidente de la BCE et le président de l'Eurogroupe, pour renforcer le rôle international de l'euro, échanger justement sur les questions de souveraineté des paiements et le contexte macroéconomique. Nous avons eu une discussion sur la défense européenne qui a confirmé notre volonté d'accroître nos coalitions capacitaires et de renforcer là aussi une autonomie stratégique de l'Europe.

Je voudrais, avant de conclure, faire un dernier point sur les questions liées au numérique et à l'intelligence artificielle. D'abord, pour dire que la France a souhaité porter deux initiatives en lien avec ces questions. La première sur la protection de nos enfants. Comme vous le savez, nous sommes en train en France de prendre une loi qui sera, je l'espère, votée dans les prochaines semaines et que nous pourrons promulguer d'ici à l'été, qui a vocation à s'appliquer au 1er septembre et qui protégera nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux, en définissant la majorité numérique à 15 ans. J'ai à ce titre écrit à la présidente de la Commission pour qu'elle puisse mettre en œuvre ce qui relève de sa compétence, qui sont les procédures de vérification de l'âge qui seront imposées à ces réseaux sociaux, et pour qu'elles puissent être mises en œuvre avant l'entrée en vigueur de notre loi, c'est-à-dire avant le 1er septembre. C'est cette coordination entre ce qui est du niveau européen et français que nous faisons depuis des mois et qui nous permet d'avancer de manière pragmatique sur cette question ô combien importante. Nous sommes coordonnés avec une dizaine d'États membres qui font la même démarche que la France et, dans les semaines qui viennent ou les mois qui viennent, iront dans la même direction. J'espère qu'ensuite, nous dégagerons une large majorité puis une unanimité. C'est cet agenda de protection de nos enfants qui est très important et sur lequel nous avons avancé ces derniers jours.

L'autre initiative que nous avons prise, c'est la protection de nos processus électoraux contre les ingérences étrangères et les manipulations de l'information sur les plateformes et réseaux sociaux. Là-dessus, j'ai écrit également à la présidente de la Commission pour pouvoir obtenir des lignes directrices de celles-ci. Et, comme nous l'avons fait pour la protection des mineurs, savoir ce qui, à ses yeux, relève des compétences communautaires et nationales et pouvoir lancer les démarches au bon niveau. Mais nos objectifs sont simples. Nous voulons mieux encadrer les systèmes algorithmiques. Nous voulons faire supprimer les faux comptes et les contenus inauthentiques. Nous voulons avoir un marquage effectif des contenus générés et modérés par de l'intelligence artificielle, parce que ce sont des éléments de sincérité des réseaux sociaux que nous utilisons et que beaucoup de nos compatriotes utilisent, et de tous les citoyens européens, pour s'informer et décider de leurs choix démocratiques. Donc, là-dessus, il faut créer de la transparence, de la loyauté, de la fiabilité.

Donc, nous avons saisi la commission à ce titre, comme nous avons d'ailleurs insisté dans nos conclusions sur la lutte contre les ingérences étrangères, y compris d'acteurs privés, comme la Slovénie l'a subie ces derniers jours. Le Premier ministre Golob, dans le cadre de sa campagne, a été attaqué explicitement par une entreprise privée étrangère qui est venue faire interférence dans la campagne slovène. Et c'est un acte que nous avons clairement dénoncé et mis dans nos conclusions. Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire. Je vais maintenant répondre à quelques questions.

Journaliste

Merci, Monsieur le Président. La première ministre italienne et d'autres dirigeants européens vous auraient demandé aujourd'hui de déposer au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution pour éventuellement débloquer le détroit d'Ormuz. Je me demandais si c'est une solution qui est envisagée par vous. Et si vous permettez, une deuxième question. Vu le climat économique de plus en plus tendu, est-ce que considérez-vous qu'il faut se préparer à un risque de récession en Europe ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Alors, pour dire les choses peut-être dans le bon ordre, j'ai expliqué ce midi au secrétaire général des Nations unies que la France entendait tester les principaux partenaires et en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité sur l'opportunité d'avoir en effet un cadre onusien sur ce que nous voulons faire sur Ormuz. Donc j'ai informé mes collègues de cela, plutôt qu'ils ne m'ont demandé quoi que ce soit, parce que je considérais que c'était la transparence que je leur devais et c'était de bonne manière. C'est d'ailleurs la discussion que j'ai eue ce matin avec le Premier ministre Modi, avec lequel nous avons échangé sur ce sujet. Donc il y a une démarche exploratoire que nous avons commencée et nous verrons dans les prochains jours si elle a une chance d'aboutir. En fonction des tests que nous sommes en train de faire, nous continuerons d'avancer. Mais je pense que c'est quelque chose qui pourrait aider. Je suis prudent parce que ça ne dépend pas que de nous.

Je ne ferai pas ensuite de spéculation ou de scénario macroéconomique parce que je considère que ce n'est pas de la responsabilité d'un chef d'État et de gouvernement. En tout cas, nous, nous œuvrons pour qu'il y ait le moins d'impact possible. D'abord, depuis le début, en appelant à une désescalade, à une précision des objectifs qu'il y a derrière cette guerre pour qu'elle puisse trouver son terme le plus vite possible. Ensuite, justement, en appelant à préserver les capacités de production d'hydrocarbures, parce que c'est un des éléments clés. Ce qui s'est passé hier est mauvais pour tout le monde. C'est mauvais pour, évidemment, le Qatar, mais pour l'économie mondiale. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Donc, très concrètement, la demande que nous avons faite d'un moratoire permet de répondre à ce sujet. Ce que nous proposons ensuite, dans le moment venu, dans un cadre qui sera adapté et juridique et concret sur le terrain, de permettre la libre circulation d'Ormuz, c'est une manière d'y répondre. Ce que nous avons fait avec, justement, la libération de nos réserves stratégiques à hauteur de 400 millions d'euros permet de relâcher les choses. Donc, je me concentre plutôt sur tout ce qui va nous permettre, dans cette période, de réduire les impacts sur nos économies. Et je ne ferai pas de spéculation sur les chiffres à venir.

Journaliste

Le ministère des Affaires étrangères russe a réagi aux propos du ministre Jean-Noël Barrot, qui a évoqué la chute de Bachar el-Assad, celle de Nicolas Maduro et celle de l'ayatollah Khamenei en affirmant que la France, dans ce contexte, poursuivait avec détermination sa pression sur Vladimir Poutine. Et la porte-parole du ministère russe, Mme Maria Zakharova, a déclaré, je cite, « si c'est la position officielle de la France, de quel contact peut-il encore être question avec notre pays, avec de tels narratifs ? » Elle a dit. Et elle a également précisé que les derniers échanges avec le représentant français restaient sans résultat. Et bien sûr, elle évoquait M. Emmanuel Bonne. Comment réagissez-vous à ces propos et ces échanges ? Se poursuivront-ils dans ce cas-là ? Une rencontre avec Vladimir Poutine est-elle prévue, M. le Président ? Et enfin, Mme Zakharova, par rapport au ministère des Affaires internes russes, a aussi réagi aux propos de Donald Trump, qui suggérerait que vous quitteriez bientôt l'Élysée en évoquant un scénario iranien ou vénézuélien. Elle a dit. Désolé, M. le Président, je cite Mme Maria Zakharova, ce n'est pas moi. Comment interprétez-vous ce type de rhétorique venant de Moscou ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Je ne vais pas participer au folklore en commentant des déclarations aussi farfelues. Le constat que je fais, c'est que tous les échanges qui ont été initiés par qui que ce soit depuis février 2025, début des initiatives américaines, n'ont pas abouti. Ce sont les États-Unis d'Amérique qui ont pris l'initiative d'un cessez-le-feu, qui l'ont proposé, je le rappelle, accepté dès début mars 2025 par le Président Zelensky, qui est pourtant l'agressé à Jeddah, rappelez-vous, en mars 2025. Depuis ce moment-là, qui a dit toujours non, non, non aux propositions américaines ? Qui a dit non au président américain à Anchorage au mois d'août dernier ? Qui a dit non à tous les envoyés qu'il a eus ? La Russie.

Donc oui, les discussions n'avancent pas très bien parce que ce sont des gens qui disent toujours non, ils ne veulent pas la paix. J'espère qu'un jour, ils diront on veut la paix. Ce n'est pas le cas. La lucidité nous conduit à regarder cela, mais c'est plutôt leur problème que le nôtre, c'est-à-dire qu'il faut simplement le sincériser.

Je crois qu'ensuite, ce qu'a voulu dire le ministre des Affaires étrangères est juste un élément de fait. Mettez-vous deux ans en arrière, pas une éternité. Il y a deux ans, dans la carte du Monde, on disait qui sont les grands alliés de la Russie ? Le Venezuela, M. Maduro, M. Bachar al-Assad en Syrie, et les dirigeants iraniens. C'était véridique, vous l'aviez dans toutes vos cartes, vous le sortiez dans tous vos journaux, dans toutes les cartes que vous présentiez. Ce sont les grands alliés de la Russie, ils les protègent. Le constat qu'on peut légitimement faire, c'est qu'il ne fait pas bon d'être protégé par la Russie. Parce qu'on n'a pas vu la Russie s'activer beaucoup pour protéger ni M. Maduro, ni M. Bachar al-Assad, ni manifestement le guide suprême iranien. Voilà. Je crois que c'est un élément de fait, là aussi. Mais il faut dire les choses comme elles sont. Elles peuvent déplaire. Ça ne suppose pas pour autant de tomber dans le folklore et d'être insultant. Moi, je ne serai pas insultant, mais j'essaie d'être factuel.

Journaliste

Le ministre des Affaires étrangères était aujourd'hui au Liban. Je crois qu'il va demain en Israël. Est-ce que vous savez si la proposition de facilitation française a été acceptée par toutes les parties ? Si Benjamin Netanyahu a accepté le principe de négociation directe, est-ce qu'elle pourrait se dérouler à Paris ? Et enfin, est-ce qu'il y a bien, comme il a été écrit, en partie démenti, mais pas totalement, une proposition française qui inclurait à terme une reconnaissance d'Israël par le Liban dans le cadre d'un accord entre les deux pays ?

Emmanuel MACRON

Alors, merci de m'offrir la possibilité de clarifier tous ces points. Il n'y a absolument pas de proposition française qui met dans la balance une reconnaissance, quelle qu'elle soit. Pas du tout. Ça n'existe pas. Il n'y a pas non plus de proposition française à proprement parler. Il y a un travail que nous menons depuis le début de l'opération israélienne en réponse aux attaques du Hezbollah depuis le sol libanais. Il y a un travail que nous menons en soutien du gouvernement libanais pour l'aider à structurer une réponse, une solution. Il y a des démarches que nous avons effectuées, en coordination avec les Américains, pour convaincre les deux parties de se voir. Voilà exactement le rôle qui est celui de la France.

Quelle est notre position sur le Liban ? Nous croyons dans la souveraineté, l'intégrité territoriale du Liban, et nous soutenons les décisions et les expressions très courageuses du président Aoun et du Premier ministre Nawaf Salam et de son gouvernement qui ont très clairement rappelé que le monopole des armes était aux forces armées libanaises et qu'il fallait donc que le Hezbollah rende ses armes. Voilà ce qu'on croit. Mais on ne pense pas que la lutte contre le Hezbollah ou la soustraction de ses armes puisse se faire par une puissance tierce. Donc nous pensons que l'opération militaire terrestre israélienne, comme les bombardements, ne sont pas adaptées et même sont inacceptables au regard du droit international comme de l'intérêt même et des Libanais et de la sécurité d'Israël dans la durée.

Au demeurant, j'ose ici rappeler qu'Israël, par le passé, a mené de telles opérations pendant plusieurs années qui n'ont pas produit les effets attendus. Donc dans ce cadre-là, nous sommes en soutien des autorités libanaises, seules compétentes pour régler ce sujet. Donc nous leur apportons le soutien technique. Comme vous le savez, nous devions organiser une conférence de soutien aux forces armées libanaises. Nous avons aussi mobilisé d'ores et déjà des moyens, des véhicules blindés, etc., pour les forces armées libanaises. Nous avons mobilisé des partenaires pour qu'ils aident les forces armées libanaises à faire ces missions. Et puis nous avons apporté un soutien humanitaire parce que vous avez aujourd'hui près de 800 000 déplacés qui viennent fragiliser à la fois l'unité du pays et qui mettent dans des situations de grande précarité des millions de Libanaises et de Libanais. Donc notre rôle n'est absolument pas de proposer un plan pour un pays tiers, mais c'est d'être aux côtés du Président, du Premier ministre et de leur gouvernement pour leur aider à construire des propositions de solutions, un chemin, et d'aider à ce qu'il puisse y avoir des discussions directes entre eux et les Israéliens. C'est aussi ça qui a conduit à des coordinations avec les représentants américains ces derniers jours et a poussé à toutes solutions. Et j'espère que cela pourra se faire dans les prochains jours ou les prochaines semaines, en tout cas le plus vite possible. Dans le même temps, j'ai échangé évidemment à plusieurs reprises avec les dirigeants libanais et syriens, et j'ai eu à deux reprises aussi des échanges trilatéraux avec les présidents pour aussi permettre d'avoir un agenda d'apaisement régional.

Journaliste

Pas encore de réponse sur le principe de négociation directe ?

Emmanuel MACRON

Le sujet des négociations directes suppose que les délégations soient finalisées et que l'accord soit exprimé du côté israélien. Le président Aoun a très clairement dit sa disponibilité, sa volonté de le faire.

Journaliste

Les Européens n'ont pas cessé de dire que le conflit au Moyen- Orient n'était pas leur guerre, mais compte tenu de toutes les conséquences qu'il y a pour les Européens, économiques, financières, géopolitiques, migration, etc. S'il n'y a pas une désescalade rapide, est-ce qu'on peut durablement rester en dehors de ce conflit ? Et est-ce que cette question taraude certains de vos homologues ou pas du tout ?

Emmanuel MACRON

Je n'ai entendu personne marquer une disponibilité pour rentrer dans ce conflit, au contraire. Et je ne pense pas que participer à une escalade, si elle devait arriver, réglerait, en quoi que ce soit la situation internationale, les conséquences qu'elle a sur nos économies. Je pense que la position qui est la nôtre, qui consiste d'abord à défendre le droit international, à essayer d'être des partenaires loyaux, fiables pour nos alliés et ceux avec qui nous avons des accords, et d'aider à la désescalade et à la liberté de navigation, est une position juste, proportionnée, et c'est le mieux que nous puissions faire. Oui ?

Journaliste

Monsieur le Président, la condamnation mentionnée dans la conclusion de ce sommet montre que l'attaque russe a des effets directs sur la sécurité environnementale de Moldavie. Est-ce que l'Union européenne est prête à intégrer ce type de risques dans sa stratégie de sécurité pour le voisinage ? Est-ce que la France tient à une réponse européenne plus proactive dans ce domaine ?

Emmanuel MACRON

Oui. Merci beaucoup pour votre question. Nous sommes, comme depuis le premier jour, aux côtés de la Moldavie, qu'il s'agisse d'ailleurs de sa sécurité démocratique, si je puis dire, de sa sécurité à tous égards, et des sujets que vous venez d'évoquer, et donc l'Europe se tient aux côtés de la Moldavie, à la fois par la relation que nous avons et le chemin européen qu'a commencé la Moldavie, et je souhaite qu'il puisse s'accélérer compte tenu des réformes qui sont faites et portées par la présidente Maia Sandu. Je pense que la qualité des réformes qui sont faites, l'engagement européen résolu qu'elle porte, et que porte aussi le gouvernement moldave, justifie pleinement que l'Europe soit au rendez-vous de ses responsabilités à l'égard de la Moldavie.

Je veux d'ailleurs saluer à ce titre la décision qu'a prise la Moldavie de rejoindre la coalition des volontaires et de participer aux efforts pour assurer la sécurité européenne et les garanties de sécurité, ce qui est exactement un signal qui va dans le sens de ce que vous évoquez.

Journaliste

J'ai une question pour revenir sur le prêt à l'Ukraine. Certains dirigeants ont parlé d'un plan B pour éviter d'être juste dans l'attente des élections en Hongrie pour débloquer le prêt. Est-ce que vous êtes dans ces négociations-là ? Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ? Est-ce qu'on est juste dans l'attente des élections ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je pense que ce matin, ça a été rappelé par le président Costa, on a eu cette discussion. Peut-être que la Commission travaille-t-elle sur des sujets techniques de très court terme pour les semaines à venir. En tout cas, nous, nous ne devons pas transiger avec quelque chose qui n'a pas de précédent. C'est quand les chefs d'État et de gouvernement se mettent d'accord sur une décision, elle doit être honorée. Sinon, c'est en quelque sorte un effondrement du sens même de nos échanges. Donc, pour moi, il n'y a pas de plan B parce que le plan A doit être honoré. Il en va de la crédibilité du Conseil. Très bien. Merci beaucoup, mesdames et messieurs. Bon courage à toutes et tous et bonne fin de soirée.